

**CENTRE POUR LES FEMMES VICTIMES DE
VIOLENCE DE LONDON**

**MÉMOIRE SUR LA TRAITE DES PERSONNES
AU CANADA**

Comité permanent de la justice et des droits de la personne

Présenté par Megan Walker, directrice générale

Contexte

Le Centre pour les femmes victimes de violence de London (London Abused Women's Centre (LAWC)) offre des services de consultation, de défense et de soutien traumatologique axés sur les femmes et les filles de plus de 12 ans qui sont victimes d'exploitation, d'agressions, d'agressions sexuelles, de harcèlement sexuel ou de torture par un partenaire sexuel, un acheteur de services sexuels ou un trafiquant/proxénète, ou encore en milieu de travail. Le Centre pour les femmes victimes de violence de London offre des programmes spécialisés pour les femmes et les filles prostituées, ainsi que les victimes de la traite ou de l'exploitation sexuelle.

Les deux tiers des activités liées à la traite des personnes au Canada proviennent de l'Ontario. London, situé dans le sud-ouest de l'Ontario, est un carrefour de trafic sexuel puisqu'il s'agit de la première grande ville située à mi-chemin entre Detroit/Windsor et Toronto qui comporte un accès facile à des hôtels et à des motels à partir des sorties le long de l'autoroute 401, au sud de London. L'Université Western, le Fanshawe College, les bars locaux et même des lieux de travail sont les endroits où les filles et les femmes se font attirer dans le trafic. La ville de London est également une destination pour le trafic des filles et des femmes provenant de partout au Canada.

Le Centre pour les femmes victimes de violence de London considère la prostitution comme de la violence des hommes envers les femmes; contraire à l'égalité et aux droits fondamentaux des femmes; et sexospécifique et raciste compte tenu du fait que les femmes et les filles représentent la grande majorité des personnes prostituées et victimes de la traite. On estime que 50 % des filles exploitées sexuellement et 51 % des femmes victimes de la traite au Canada sont des Autochtones (Fondation canadienne des femmes, [C'est assez : Mettons fin à la traite sexuelle au Canada](#), 2014, p. 32). Ces chiffres sont alarmants compte tenu du fait que les Autochtones ne représentent que 4,9 % de la population du Canada (Statistique Canada, [Les peuples autochtones au Canada : principales conclusions du recensement de 2016](#), 2017). La quasi-totalité des clients de services sexuels et la plupart des proxénètes sont des hommes.

Les données montrent le lien indissociable entre la prostitution et la traite. C'est la demande de prostitution qui alimente le trafic sexuel. Par ailleurs, selon le Protocole de Palerme, auquel le Canada est signataire, la Rapporteuse spéciale sur les droits fondamentaux des victimes de la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, a déclaré en 2006 que « la prostitution telle qu'elle est pratiquée dans le monde à l'heure actuelle répond aux critères de la traite des personnes » [TRADUCTION] (Max Waltman, [Assessing Evidence, Arguments, and Inequality in Bedford v. Canada](#), *Harvard Journal of Law & Gender*, vol. 37, p. 459 à 544, 2014).

La meilleure stratégie pour réduire et éventuellement mettre fin au trafic sexuel est de continuer de décriminaliser les personnes exploitées et de criminaliser les proxénètes, les propriétaires de maisons de prostitution et les clients de services sexuels. Le fait de mettre fin au trafic sexuel en décriminalisant les trafiquants, ce que sont exactement les proxénètes et les propriétaires de maison de prostitution, va à l'encontre de l'objectif du Comité. Par ailleurs, la prostitution fonctionne selon la loi de l'offre et de la demande, un des concepts les plus fondamentaux de l'économie. La décriminalisation des clients de services sexuels (la demande de services sexuels) entraînera une hausse de la traite et de l'exploitation des femmes et des filles dans le marché (l'offre) pour répondre à l'augmentation de la demande. Il s'agit d'un principe économique de base.

Le modèle nordique, adopté au Canada et connu sous le nom de *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation* (LPCPVE), est le seul modèle législatif en matière de prostitution qui, données probantes à l'appui, entraîne une baisse de la traite et de la demande de services sexuels. Le Comité et le gouvernement doivent s'engager à protéger la LPCPVE, qui est révolutionnaire et respectée à l'échelle mondiale.

Recherche fondée sur des données probantes concernant les trois approches législatives les plus fréquentes en matière de prostitution

En 2017, par suite de la demande du premier ministre Trudeau d'entreprendre des travaux de recherche factuelle sur

les conséquences de la prostitution au Canada, le Centre pour les femmes victimes de violence de London a lancé un vaste projet de recherche pour étudier les résultats des trois approches législatives les plus fréquentes en matière de prostitution, soit le modèle nordique (également appelé le modèle de l'égalité), la décriminalisation et la légalisation. Les travaux avaient pour objectif de déterminer la stratégie la plus efficace en matière de sécurité des femmes et de promotion de l'égalité et des droits fondamentaux des femmes.

Le modèle nordique (modèle d'égalité)

Le modèle nordique décriminalise les personnes prostituées et criminalise les clients de services sexuels et les profiteurs (proxénètes et propriétaires de maisons de prostitution), fournit des services de soutien complets et une planification de sécurité tant aux personnes qui souhaitent sortir de ce milieu qu'à celles qui sont incapables de s'en sortir pour diverses raisons, et sensibilise ses citoyens au sujet des conséquences de la prostitution et de l'exploitation sexuelle sur les générations futures de femmes et d'hommes. Élaboré en Suède, le modèle est fondé sur trois concepts principaux : la prostitution est sexospécifique, les femmes et les filles comptant au nombre des personnes prostituées en grande majorité; la prostitution est une forme de violence des hommes envers les femmes; et la prostitution est contraire à l'égalité et aux droits fondamentaux des femmes. L'objectif à long terme du modèle nordique est d'abolir la prostitution en diminuant la demande (London Abused Women's Centre, [Choosing the Nordic Model: Championing Women's Equality and Human Rights](#), 2017). Contrairement aux déclarations du lobby pro-prostitution, les services de police des pays ayant adopté le modèle nordique affirment que rien n'indique que la prostitution est devenue clandestine.

Le modèle nordique considère que la prostitution et le trafic sexuel sont étroitement liés. La demande de prostitution alimente la croissance de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Il s'agit de l'unique stratégie qui reconnaît le droit des femmes et des filles à vivre sans la violence et les préjudices inhérents à la prostitution et au trafic sexuel (London Abused Women's Centre, [Choosing the Nordic Model: Championing Women's Equality and Human Rights](#), 2017, p. 25.).

Le modèle nordique a permis de réduire la demande en services sexuels, et par conséquent, la traite. En 1996, avant l'interdiction de l'achat de services sexuels, le pourcentage de la population suédoise ayant déclaré avoir déjà acheté des services sexuels était de 13,6 %. En 2008, neuf ans après l'interdiction, le pourcentage des clients de services sexuels avait diminué considérablement pour atteindre 7,9 %. En 2014, le pourcentage était réduit davantage, s'établissant à 7,5 % (Maddy Coy, Helen Pringle et Meagan Tyler, [The Swedish Sex Purchase Law: Evidence of its Impact](#), 2016, p. 4 et 5).

Outre au Canada, le modèle nordique est codifié en Suède, en Norvège, en Islande, en Irlande du Nord, en France et en Irlande. Le modèle nordique est encouragé et soutenu par des organisations nationales et internationales dirigées par des survivantes, des défenseurs des droits fondamentaux des femmes, des alliés, des services de police et des collectivités dans l'ensemble du pays.

Décriminalisation

La prostitution décriminalisée élimine toutes les lois concernant le commerce du sexe, notamment les clients de services sexuels, les proxénètes et les propriétaires de maison de prostitution. Il n'y a pas de lois propres à la prostitution. La décriminalisation est fondée sur un concept de réduction des méfaits. La Nouvelle-Galles du Sud, en Australie, et la Nouvelle-Zélande ont adopté un modèle décriminalisé/légalisé hybride de prostitution puisqu'il comprend certaines lois propres à la prostitution (London Abused Women's Centre, [Choosing the Nordic Model: Championing Women's Equality and Human Rights](#), p. 26, 2017).

La Prostitution Reform Act (PRA) de la Nouvelle-Zélande est le modèle appuyé par le lobby pro-prostitution au Canada. En 2003, le gouvernement néo-zélandais de l'époque a voté par une majorité d'une voix en faveur de la décriminalisation du proxénétisme, de la tenue d'une maison de prostitution et de l'achat de services sexuels.

Les autorités territoriales peuvent réglementer l'emplacement des maisons de prostitution et restreindre la publicité sur la prostitution. Contrairement au modèle nordique, qui décriminalise les prostitués et les personnes exploitées sexuellement, la PRA criminalise les prostitués qui n'adoptent pas des pratiques sexuelles sûres tout en n'imposant aucune loi aux clients de services sexuels qui demandent des pratiques sexuelles à risque (London Abused Women's Centre, [Choosing the Nordic Model: Championing Women's Equality and Human Rights](#), p. 26, 2017).

La PRA permet l'existence de maisons de prostitution à grande échelle connues sous le nom d'installations de

divertissement (entertainment facilities) et de petites maisons de prostitution où quatre femmes ou moins peuvent offrir des services sexuels chez elles. Les exploitants de grandes maisons de prostitution doivent avoir un permis et les emplacements se limitent aux terrains commerciaux ou industriels. Toutefois, aucun règlement n'existe sur l'emplacement des petites maisons de prostitution. Les petites maisons de prostitution se trouvent dans des appartements et des maisons dans des quartiers résidentiels, près d'écoles primaires et d'établissements préscolaires, de bureaux, de restaurants et de cafés. Tant les prostituées des petites maisons de prostitution que les hommes s'y rendant pour acheter des services sexuels arrivent généralement en voiture ou en taxi jour et nuit à longueur d'année. Les voisins se plaignent quotidiennement de problèmes liés au stationnement et du bruit dans leur quartier, et du fait que les allées et venues incessantes d'hommes ont entraîné la transformation de certaines petites maisons de prostitution en maisons de prostitution à grande échelle. Les petites maisons de prostitution n'ont pas besoin de permis, et les administrations municipales, les médecins et autres organismes ne connaissent généralement pas leur emplacement (Nordic Model Now!, [The problem with "safety in numbers"](#), 2017).

La prostitution de rue en Nouvelle-Zélande est la forme de prostitution la moins réglementée et elle contribue à l'augmentation de la stigmatisation, des préoccupations en matière de sécurité, en plus de nuire à l'acceptation accrue du commerce du sexe.

Légalisation

Comme la prostitution décriminalisée, la légalisation est une approche d'atténuation des risques. La différence réside dans le fait que bien que la prostitution décriminalisée en Nouvelle-Zélande soit partiellement réglementée, la prostitution légalisée est entièrement réglementée et assortie de lois quant aux endroits et aux moments où la prostitution peut avoir lieu. La prostitution est considérée comme un emploi assujéti aux mêmes droits que n'importe quel autre emploi. La prostitution légalisée est légiférée en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark et à Victoria, en Australie.

Les maisons de prostitution sont autorisées et les secteurs de prostitution de rue légalisée sont classés comme quartiers de prostitution (quartiers de prostituées), et les prostituées sont censées s'enregistrer en tant qu'employées de maisons de prostitution. Cette stratégie s'explique par le fait que la légalisation briserait les liens entre la prostitution et le crime organisé, et que les niveaux de violence envers les femmes dans la prostitution diminueraient puisque les femmes travailleraient dans des environnements contrôlés (Julie Bindel et Liz Kelly, [A critical examination of responses to prostitution in four countries: Victoria, Australia; Ireland; the Netherlands; and Sweden](#), Child and Woman Abuse Studies Unit, London Metropolitan University, p. 12, 2003). On suppose que puisque la prostitution n'est plus une activité illégale, les prostituées seraient plus susceptibles de signaler la violence, et que la protection de proxénètes ne serait plus nécessaire (Julie Bindel et Liz Kelly, [A critical examination of responses to prostitution in four countries: Victoria, Australia; Ireland; the Netherlands; and Sweden](#), Child and Woman Abuse Studies Unit, London Metropolitan University, p. 13, 2003).

Il convient de noter que des 400 000 à 1 000 000 de personnes prostituées en Allemagne, seulement 44 d'entre elles se sont enregistrées comme employées, ce qui fait en sorte que la quasi-totalité des prostitués en Allemagne ne perçoivent pas de prestations sociales et ne paient pas d'impôts (Taina Bien-Aime, [Germany wins the title of 'Bordello of Europe': Why doesn't Angela Merkel care?](#), *The World Post*, 2015). Les prostituées en Allemagne ne s'enregistrent pas comme employées de maison de prostitution en raison de la stigmatisation et de l'énorme proportion d'entre elles qui sont victimes de traite et sont sous le contrôle de proxénètes, ce qui rend toute indépendance incertaine (London Abused Women's Centre, [Choosing the Nordic Model: Championing Women's Equality and Human Rights](#), p. 63, 2017).

En 2014, on comptait 3 500 maisons de prostitution à petite et à grande échelle enregistrées en Allemagne, qui pouvaient accueillir jusqu'à 1 000 clients de services sexuels à la fois (Ingeborg Kraus, [The German model is producing hell on earth!](#), *Trauma and Prostitution*, 2016). Le modèle de légalisation a entraîné une hausse énorme de la demande de services sexuels pour des femmes et des filles. En effet, 80 % des hommes allemands ont visité des maisons de prostitution, 1,2 million d'entre eux se procurent des services sexuels auprès de femmes et de filles quotidiennement, et 18 % achètent des services sexuels auprès de femmes et de filles régulièrement (Ingeborg Kraus, [The German model is producing hell on earth!](#), *Trauma and Prostitution*, 2016). De nombreuses maisons de prostitution offrent aux clients des services sexuels à un taux fixe, qui leur donne la possibilité d'acheter des services sexuels auprès de plusieurs femmes ou d'insister sur la prestation de services sexuels d'une femme à plusieurs reprises.

Résultats

Les constatations factuelles clés tirées des travaux de recherche exécutés par le Centre pour les femmes victimes de violence de London concernant les trois modèles de prostitution prescrits par la loi les plus fréquents sont résumées dans le tableau ci-dessous. Les preuves démontrent clairement que le modèle nordique est le seul modèle qui rehausse de manière significative la sécurité des femmes, l'égalité et les droits fondamentaux des femmes et qui réprime la traite et l'exploitation sexuelle d'enfants, ainsi que la participation du crime organisé. Aussi, il s'agit de l'unique modèle qui sensibilise les générations futures à la valeur des filles et des femmes et aux droits à l'égalité des femmes.

CONSTATATIONS	MODÈLE NORDIQUE	DÉCRIMINALISATION	LÉGALISATION
DEMANDE EN PROSTITUTION	<ul style="list-style-type: none"> Réduction importante de la demande de prostitution 	<ul style="list-style-type: none"> Demande accrue de prostitution 	<ul style="list-style-type: none"> Hausse la plus importante des trois approches de la demande de prostitution
Nombre de femmes et de filles prostituées ou exploitées sexuellement	<ul style="list-style-type: none"> Réduction du nombre de femmes et de filles exploitées sexuellement 	<ul style="list-style-type: none"> Plus de femmes et de filles exploitées sexuellement que le modèle nordique Hausse de l'exploitation sexuelle d'enfants 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre le plus élevé de femmes et de filles exploitées sexuellement dans la prostitution Hausse importante de l'exploitation sexuelle d'enfants
Trafic et exploitation sexuels d'enfants	<ul style="list-style-type: none"> Peu de femmes et de filles victimes de la traite en Suède à des fins d'exploitation sexuelle Le trafic sexuel est réduit et freiné par le modèle nordique. 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du trafic sexuel de femmes et de filles Trafic sexuel répandu dans les maisons de prostitution à Sydney (Nouvelle-Galles du Sud, Australie) Nombre disproportionné de femmes et de filles autochtones/maories faisant l'objet de trafic 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation accrue du trafic sexuel de femmes et de filles Hausse importante de l'exploitation sexuelle d'enfants

Risque de mortalité

- | | | |
|--|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Risque le plus faible de mortalité par les clients de services sexuels • Aucune femme ou fille assassinée par des clients en Suède pendant 16 ans sous le modèle nordique | <ul style="list-style-type: none"> • Risque le plus élevé de mortalité par les clients de services sexuels • Trois femmes assassinées par des clients et une quatrième par un membre d'un gang en 13 ans en Nouvelle-Zélande | <ul style="list-style-type: none"> • Risque le plus élevé de mortalité par les clients de services sexuels • 28 prostituées assassinées par des clients en 15 ans aux Pays-Bas • 55 prostituées assassinées par des clients et 29 tentatives de meurtre en 13 ans en Allemagne |
|--|--|---|

Violence

- | | | |
|---|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Diminution importante du nombre de prostituées et de filles exploitées sexuellement qui sont victimes de violence | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre plus élevé de prostituées et de filles exploitées sexuellement qui sont victimes de violence | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre beaucoup plus élevé de prostituées et de filles exploitées sexuellement qui sont victimes de violence |
|---|---|--|

Crime organisé

- | | | |
|--|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • La participation du crime organisé dans la prostitution est freinée. | <ul style="list-style-type: none"> • Le crime organisé dans la prostitution est plus présent. • Liens importants entre le crime organisé, les gangs et la prostitution • Crime organisé dans les maisons de prostitution illégales et les salons de massage en Nouvelle-Zélande • Forte présence du crime organisé dans le commerce du sexe, notamment des gangs criminels liés à 40 maisons de prostitution en Nouvelle-Galles du Sud (Australie) | <ul style="list-style-type: none"> • Crime organisé dans la prostitution le plus présent • Crime organisé très actif dans le secteur de la prostitution légale aux Pays-Bas |
|--|--|---|

Déséquilibre du pouvoir; pouvoir et contrôle

- | | | |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Diminution du pouvoir et du contrôle des clients de services sexuels, des propriétaires de maisons de prostitution, des proxénètes et des trafiquants • Diminution du déséquilibre du pouvoir entre les femmes prostituées, les clients de services sexuels et les | <ul style="list-style-type: none"> • Pouvoir et contrôle accrus des clients de services sexuels, des propriétaires de maisons de prostitution, des proxénètes et des trafiquants • Déséquilibre accru du pouvoir | <ul style="list-style-type: none"> • Pouvoir et contrôle accrus des clients de services sexuels, des propriétaires de maisons de prostitution, des proxénètes et des trafiquants • Déséquilibre accru du pouvoir |
|---|--|--|

proxénètes

Égalité et droits fondamentaux des femmes

- L'immense majorité des prostituées le sont en raison de choix et d'options limités
- Approche d'atténuation des risques contraire à l'égalité et aux droits fondamentaux des femmes
- Stratégie d'atténuation des risques contraire à l'égalité et aux droits fondamentaux des femmes
- Normalisation de l'inégalité sexuelle et de la marchandisation du corps des femmes
- Normalisation de l'inégalité sexuelle et de la marchandisation du corps des femmes

Violence des hommes envers les femmes

- Reconnaît la prostitution comme de la violence des hommes
- La violence inhérente à la prostitution est normalisée
- Reconnaît que la prostitution est foncièrement violente
- Les préjudices dans la prostitution sont considérés comme des problèmes de santé et de sécurité en milieu de travail
- La violence inhérente à la prostitution est normalisée
- sur une période de 12 mois, 3 % des prostituées ont déclaré avoir été violées par un client; 35,3 % ont affirmé avoir été forcées à avoir une relation sexuelle avec un client lorsqu'elles voulaient dire non
- La sécurité et le bien-être des femmes et des filles prostituées sont abordés dans la réglementation et l'octroi de permis
- Niveau élevé de violence en Allemagne : 82 % victimes de violence psychologique; 92 % agressées sexuellement
- Nombre plus élevé d'enfants exploités sexuellement et hausses importantes de l'exploitation sexuelle d'enfants aux Pays-Bas et à Victoria (Australie)
- Nombre accru d'enfants victimes de violence, de viol et d'agression par les clients

(London Abused Women's Centre, [Choosing the Nordic Model: Championing Women's Equality and Human Rights](#), p. 20 à 23, 2017).

Le stratagème – la prostitution a toujours existé, c'est le plus vieux métier du monde

Pendant les audiences, certains témoins et membres du comité ont justifié et normalisé la prostitution parce qu'elle a « toujours existé ». Les filles et les femmes d'hier à aujourd'hui ont été victimes de la violence des hommes. Toutefois, les gouvernements précédents ont reconnu que pour assurer la protection et la sécurité des femmes et des filles, les auteurs de violence contre les femmes devraient être criminalisés alors que les victimes devraient être décriminalisées. Rien ne justifie de voir la prostitution comme autre chose que de la violence des hommes envers les femmes. La normalisation de la violence des hommes dans la prostitution au titre de métier comme tous les autres ramène les femmes au temps où les auteurs de violence envers les femmes justifiaient l'exploitation de ces dernières par le fait qu'elles n'étaient pas considérées comme des « personnes ». Il est invraisemblable qu'en 2018, le gouvernement libéral « féministe et pro-égalité » croie que la prostitution devrait être légalisée en tant que métier.

À écouter les délibérations du comité, il est clair que les députés du Parti libéral et du NPD membres du comité,

composé presque exclusivement d'hommes, ne comprennent pas les motifs historiques des crimes envers les femmes, notamment la prostitution. La violence des hommes envers les femmes, quelle qu'en soit la forme, existe encore aujourd'hui parce les femmes continuent de vivre dans un système patriarcal dans lequel les hommes détiennent la balance du pouvoir et où les femmes en sont exclues.

La décriminalisation de la prostitution perpétue et normalise les systèmes patriarcaux dans lesquels vivent les femmes. Le patriarcat a toujours existé, et la décriminalisation de la violence des hommes envers les femmes, notamment la prostitution, empêche la progression de la lutte pour l'égalité et les droits fondamentaux des femmes.

Violence sexuelle normalisée dans la prostitution décriminalisée

Le comité a entendu certaines femmes prostituées dire qu'elles avaient choisi librement et de manière autonome d'entrer dans la prostitution. Leur opinion est partagée par une infime proportion de prostituées et de femmes et de filles exploitées sexuellement. Celles qui sont victimes de la traite et exploitées, les filles d'âge mineur, celles qui se prostituent pour survivre, qui sont atteintes de maladies mentales ou qui sont toxicomanes, et les Autochtones attirées à l'extérieur de leur nation par la promesse d'une vie meilleure, ne partagent pas cette opinion. Ce sont les femmes et les filles que le Centre pour les femmes victimes de violence de London et de nombreux organismes canadiens rencontrent chaque jour.

Les gouvernements ont la responsabilité de prendre des décisions fondées sur les intérêts fondamentaux de toutes les personnes, et non seulement de celles dont les voix portent le plus. Il se peut que vous n'entendiez jamais parler des plus vulnérables. Il se peut qu'elles ne sachent même pas que les problèmes ayant une incidence directe sur leur vie font l'objet de débats. L'opinion du lobby pro-prostitution ne reflète pas celle de l'immense majorité dont vous n'entendez pas l'opinion.

La prostitution N'EST PAS un travail comme les autres

Le Centre pour les femmes victimes de violence de London offre des services aux femmes et aux filles prostituées, victimes de la traite et exploitées sexuellement depuis 20 ans. Au cours des deux dernières années, le Centre pour les femmes victimes de violence de London a fourni des services à 340 femmes et filles prostituées, victimes de la traite et exploitées sexuellement. De ce nombre, 62 ont déclaré être torturées par leur trafiquant ou client de services sexuels. Certaines ont signalé avoir été victimes de la traite dans la pornographie amateur. Leurs expériences de torture comprennent la pénétration vaginale et anale avec des objets comme des bâtons de baseball et des fers à défriser chauds, le marquage, l'électrocution, y compris des petites lèvres et du clitoris, la torture par l'eau, les jeux de lames, la satisfaction de fantasmes impliquant des viols brutaux et le viol collectif. Elles ont souffert de prolapsus rectal, de gonorrhée dans les yeux et de nombreuses autres infections transmissibles sexuellement.

Durant cette même période, le Centre pour les femmes victimes de violence de London a reçu des appels de 130 familles de partout au Canada en état de choc et traumatisées parce que leur fille avait été attirée dans le monde illégal et extrêmement dangereux de la traite. Certaines d'entre elles ont traversé tout le pays pour rencontrer les membres du personnel. Elles ont peur que leur enfant ait été assassinée ou soit trop traumatisée pour rentrer à la maison.

Les expériences racontées aux fournisseurs de services de première ligne, à la police et aux professionnels de la santé sont tellement atroces que du counseling par suite d'un traumatisme indirect est nécessaire. Certains d'entre eux finissent par quitter leur emploi dans leur domaine professionnel.

Nombre total de personnes aidées par le truchement du programme Choix – juillet 2015 à mars 2018 : 1 437

Femmes/filles prostituées recevant des services individuels de consultation et de sensibilisation - 340 (291 se définissant comme victimes du trafic sexuel) (3 893,5 heures de service)
Hommes/garçons prostitués recevant des services individuels de consultation et de sensibilisation - 1 (on ignore s'il est victime du trafic sexuel) (4 heures de service)
Femmes/filles prostituées et femmes/filles à risque participant aux groupes Choix - 169 (1 280 heures de service)
Garçons transgenres à risque d'être prostitués participant aux groupes Choix/Tripod - 1 (8 heures de service)
Familles de femmes/filles prostituées recevant des services de consultation, de soutien et de défense - 130 (343 heures de service)
Femmes/jeunes à risque recevant des renseignements à l'aide de la sensibilisation communautaire - 796 (47,5 heures de service)

Heures totales de service : 5 576 heures

Avant la fermeture de Backpage.com, des activités de recherche pendant trois mois avaient permis de recenser 355 annonces au Canada comprenant la prestation des services sexuels suivants : fellation sans préservatif (BBBJ), éjaculation sur le visage (COF), éjaculation dans la bouche (CIM) et grecque (sexe anal). Par ailleurs, le tableau ci-dessous décrit des services sexuels souvent offerts qui sont non seulement dégradants et humiliants pour les femmes, mais qui impliquent souvent des services sexuels non protégés mettant la vie des femmes et des filles en danger. Les femmes et les filles qui ont recours aux services du Centre pour les femmes victimes de violence de London ne considèrent pas la prostitution comme un emploi. Aucun emploi dans le monde n'exige d'une femme qu'elle accepte la torture sexualisée comme condition d'emploi.

<p>ANALINUS lécher l'anus ASIAN COWGIRL femme accroupie sur le dessus ATM du cul à la bouche BAREBACK relation sans préservatif BBBJ fellation sans préservatif, sexe oral sans condom BBBJTCIM fellation sans préservatif avec éjaculation dans la bouche BBBJTCWS fellation sans préservatif jusqu'à l'éjaculation et qui avale BBBJWF fellation sans préservatif et éjaculation sur le visage BBFS sexe sans condom BDSM bondage, discipline, sadomasochisme. BLS lécher et sucer les testicules</p>	<p>CIM éjaculation dans la bouche CIP éjaculation dans le vagin CIB éjaculation dans l'anus (anal) COF éjaculation sur le visage DDP double pénétration vagin et anus DOUBLES faire l'amour avec deux femmes DT gorge profonde FACIAL éjaculation sur le visage FIV doigt dans le vagin FOB fraîchement débarquée. Immigrante asiatique récemment arrivée aux États-Unis. GREEK sexe anal, porte arrière GS golden shower - jeux avec l'urine MP multiple pops - venir plusieurs fois</p>	<p>MSOG multiple shots on goal - venir plusieurs fois OWO fellation sans condom OWOTC fellation sans condom jusqu'à l'éjaculation PIV pénis dans le vagin PSE expérience star du X (comme dans un film porno) RIMMING anulingus ROMAN SHOWER jeux de vomi SOMF assieds-toi sur mon visage SPANISH ATM - de l'anus à la bouche TEABAG homme accroupi trempe ses testicules dans la bouche TOSSING SALAD anulingus TUMA langue dans mon cul</p>
--	--	--

(Ensemble de codes provenant d'annonces en ligne)

Conséquences de la prostitution décriminalisée sur la santé et la sécurité au travail

Le lobby pro-prostitution souhaite que la prostitution soit reconnue comme un emploi, où la prostitution serait comprise dans les lois sur la santé et la sécurité au travail. Il s'agit d'un stratagème.

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) décrit des pratiques systématiques pour toutes les professions dans lesquels les employés peuvent être exposés à des maladies infectieuses par le contact avec du sang et des liquides corporels. Il est évident, selon les services sexuels mentionnés ci-dessus qui sont annoncés par les femmes

et les proxénètes, que les prostituées et les femmes victimes de la traite sont exposées à de l'urine, à des matières fécales, à des vomissures, à du sperme et à du sang. Ainsi, toutes les femmes offrant des services devraient se conformer à des pratiques systématiques décrites par le CCHST.

Le CCHST décrit cinq composantes principales aux pratiques courantes. Elles comprennent « l'évaluation des risques, l'hygiène des mains, l'équipement de protection individuel, les mesures environnementales et les mesures administratives » (Centre canadien d'hygiène et sécurité au travail. [Pratiques courantes](#), 2018).

Aux fins du présent mémoire, nous nous penchons spécialement sur la composante de l'équipement de protection individuel (EPI), qui décrit l'équipement nécessaire suivant lorsqu'un emploi comporte un contact avec du sang ou des liquides corporels.

« L'équipement de protection individuelle (ÉPI) englobe les gants, les blouses d'hôpital, les sarraus de laboratoire, les couvre-chaussures, les lunettes, les lunettes à coques, les masques et les ballons de réanimation. L'ÉPI est particulièrement important lorsque la transmission des maladies peut avoir lieu par contact direct, par pulvérisation, par aérosolisation ou par éclaboussure de sang, de liquides organiques, de muqueuses, de peau non intacte, de tissus humains ou encore par contact avec des surfaces et des équipements contaminés. L'ÉPI peut aider à créer une barrière entre le travailleur exposé et la source de microorganismes. » (Centre canadien d'hygiène et sécurité au travail. [Pratiques courantes](#), 2018)

La prostitution est fondamentalement dangereuse en raison des dangers physiques, psychologiques et émotionnels, et parce que les femmes et les filles sont exposées à des liquides corporels dans le cadre du travail que les hommes s'attendent qu'elles fassent. Il ne serait normal pour aucun emploi dans le monde que les employés fassent face à des agressions sexuelles, à des traumatismes, à des agressions, à des étouffements quasi mortels et qu'ils travaillent de si près avec des liquides corporels et du sang sans protection. Ce sont toutefois des attentes normales auprès des femmes et des filles qui sont exploitées sexuellement.

La prostitution décriminalisée augmentera le tourisme sexuel dans les collectivités frontalières du Canada

À l'exception de certaines parties du Nevada, le modèle législatif des États-Unis criminalise entièrement la prostitution. Cela signifie que les femmes dans la prostitution, les clients de services sexuels, les proxénètes et les propriétaires de maisons de prostitution sont tous illégaux.

« La frontière entre le Canada et les États-Unis, qui s'étend sur 8 892 kilomètres, est la plus longue frontière internationale au monde » [TRADUCTION] (Canada DUI Entry, [USA-Canada Border Crossings](#), 2018). L'entrée au Canada n'est pas un processus onéreux. En fait, les Canadiens et les Américains traversent la frontière régulièrement, même pour de courtes périodes.

La prostitution décriminalisée permettrait l'ouverture de maisons de prostitution dans chaque collectivité transfrontalière où les hommes américains pourraient entrer librement au Canada, sans se préoccuper de la criminalisation, dans l'unique but d'acheter des services sexuels. Les femmes et les filles canadiennes, et en particulier les femmes et les filles autochtones, deviendraient des produits à violer pour les hommes américains.

Les actions de Dennis Hoff, propriétaire du Bunny Ranch au Nevada, prouvent cette affirmation puisque ce dernier a affirmé en 2013, pendant l'audience à la Cour suprême du Canada dans le cadre de l'affaire Bedford, qu'il était « désireux d'élargir ses activités de maisons de prostitution au Canada » [TRADUCTION] (Mike Blanchfield, [Prostitution Laws Canada: Bunny Ranch Founder Dennis Hof Ready To Expand To Canada](#), *Huffington Post*, 2013).

Il est très peu probable que les électeurs appuient une décision de décriminalisation de la prostitution lorsqu'ils se rendent compte que cette décision signifie la légalisation des proxénètes, des maisons de prostitution et de l'achat de services sexuels partout au pays. Les électeurs ne toléreront pas les maisons de prostitution aux points d'entrée au Canada ou dans leur quartier. Ils n'appuieront pas le proxénétisme légalisé. La décriminalisation de la prostitution au Canada serait l'acte le plus régressif et non soutenu accompli par le gouvernement libéral du Canada.

La LPCPVE appuie les relations entre la police et les personnes exploitées et fournit à la police un outil précieux « *La Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation est un outil précieux qui permet à la police de protéger nos collectivités et une population vulnérable de femmes et de filles. L'achat de services sexuels illégaux est plus sophistiqué et organisé. Les prédateurs opèrent en ligne, dans des hôtels et des motels, et déplacent fréquemment les femmes et les filles d'un territoire à l'autre. Chaque jour, il y a de 30 à 200 annonces en ligne à London. La législation permet à la police d'aider les victimes et de se concentrer sur les hommes qui s'en prennent aux femmes et aux filles et qui les exploitent.* » [TRADUCTION] (John Pare, chef de police de London, communication personnelle, 2018)

Le service de police de London travaille avec les prostituées et les personnes à risque depuis 2005, et il a établi des relations de confiance. Depuis que les dispositions sur la prostitution ont été adoptées en 2014, aucune personne prostituée n'a été inculpée.

Les renseignements suivants concernant les programmes et les unités du service de police de London qui répondent aux besoins des prostituées et des personnes victimes de la traite sont fournis par le détective David Ellyatt MMM, CD, Service de police de London, Unité de lutte contre la traite des personnes, Division des enquêtes criminelles :

Programme des personnes à risque (PAR)

La division des agents en uniforme du Service de police de London a lancé son programme de personnes à risque (PAR) en 2005 en réponse aux plaintes de la collectivité au sujet de personnes qui s'adonnaient au commerce du sexe et à des activités afférentes qui avaient eu lieu à Vancouver et à Edmonton. Le programme PAR permet de cibler les personnes s'adonnant au commerce du sexe dans la rue, dans le but de les aider à se sortir de ce mode de vie à risque élevé. Le Service de police de London continue d'établir des relations fondées sur la confiance dans le but de fournir de l'aide au besoin.

Le coordonnateur du PAR (un sergent du Service de police de London) défend les intérêts des personnes qui s'adonnent au commerce du sexe dans la rue et les aide à trouver l'aide dont elles ont besoin. Cette aide comprend les soins médicaux et de santé mentale, le traitement de dépendances, le counseling, le logement et les questions criminelles. À l'heure actuelle, 134 personnes qui s'adonnent au commerce du sexe dans la rue sont en contact avec le personnel du PAR.

Enquêtes criminelles - Unité de lutte contre la traite des personnes

Le Service de police de London a créé l'unité de lutte contre la traite des personnes à la fin de 2016 pour se pencher sur ce crime qui cible généralement les jeunes filles et les femmes vulnérables, bien qu'il comprenne aussi des victimes masculines. Les victimes sont souvent prises en otage et forcées à participer au commerce du sexe. L'unité de lutte contre la traite des personnes est composée d'un détective et de deux agents-détectives.

Au cours de l'année 2017, l'unité de lutte contre la traite des personnes du Service de police de London a identifié 85 trafiquants suspects, a reçu des plaintes de victimes entraînant le dépôt de 16 accusations, a identifié 115 victimes de traite des personnes et est entré en contact avec ces personnes, a communiqué avec 180 personnes prostituées comprenant des personnes « autonomes », a enquêté sur 184 cas de traite de personnes, a procédé à 82 arrestations liées à la traite de personnes, a déposé 254 accusations criminelles liées à la traite de personnes, a travaillé avec 26 services de police, a déposé 61 accusations liées à des annonces visées par l'article 285.4 et a accusé 77 clients de services sexuels.

Lorsque les femmes sont décriminalisées et que les proxénètes, les maisons de prostitution et les clients de services sexuels sont criminalisés, les femmes ont du pouvoir en sachant qu'elles peuvent se tourner vers la police sans crainte de représailles. Le travail effectué par le Service de police de London dans l'établissement de relations et le travail collaboratif avec ses partenaires communautaires témoigne de la réussite de cette stratégie dans le cadre des lois du Canada en matière de prostitution.

Conclusion

La preuve est faite : les dispositions actuelles du Canada en matière de prostitution, qui s'apparentent étroitement au modèle nordique, sont le seul modèle qui détermine que la prostitution est sexospécifique, les femmes et les filles comptant au nombre de la très grande majorité des personnes prostituées; la prostitution est une forme de violence des hommes envers les femmes et la prostitution est contraire à l'égalité et aux droits fondamentaux des femmes. Par conséquent, et conformément à ces concepts, la législation selon le modèle nordique décriminalise les personnes prostituées et criminalise les proxénètes, les propriétaires de maisons de prostitution et les clients de services sexuels; fournit des services de soutien complets et une planification de sécurité tant à ceux qui souhaitent se sortir de ce milieu qu'à ceux qui sont incapables de s'en sortir pour diverses raisons, et sensibilise les citoyens aux conséquences de la prostitution et de l'exploitation sexuelle sur les générations futures de femmes et d'hommes.

Le modèle nordique est le seul modèle s'appuyant sur des données probantes pour démontrer une amélioration importante de la sécurité, de l'égalité et des droits fondamentaux des femmes, et une diminution tout aussi importante de la traite et de l'exploitation sexuelle d'enfants, ainsi que de la présence du crime organisé. Aussi, il s'agit de l'unique modèle qui sensibilise les générations futures à la valeur des filles et des femmes et aux droits à l'égalité des femmes. En 16 ans, sous le modèle nordique en Suède, aucune femme ou fille n'a été assassinée par un client de services sexuels ou par le crime organisé. En comparaison, trois femmes ont été assassinées par des clients de services sexuels et une femme a été assassinée par un membre d'un gang en 13 ans sous le régime de la prostitution décriminalisée en Nouvelle-Zélande, et 55 femmes ont été assassinées par des clients de services sexuels et 29 tentatives de meurtre de femmes ont été enregistrées en 13 ans sous le régime de la prostitution légalisée en Allemagne. Je le répète, aucune femme n'a été assassinée par un client de services sexuels en Suède. Cela en soi devrait convaincre le Comité de protéger la *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation* au Canada.